



Dépêche No. 285 | 15 mars 2019

L'emploi pèse lourd dans les attitudes relatives à l'immigration/émigration au Maroc

Dépêche d'Afrobaromètre No. 285 | Josephine Appiah-Nyamekye et Mhammed Abderebbi

Sommaire

Dans le réseau complexe de la migration internationale, le Maroc se distingue singulièrement comme un pays d'origine et de transit et de destination. La diaspora propre du Maroc est la 10^{ème} plus importante au monde, totalisant environ 10% de sa population (Organisation de Coopération et de Développement Economiques, 2018). Durant des décennies, le Maroc a également été un pays de transit populaire pour les migrants qui cherchent à traverser vers l'Europe; en 2018, le Service Européen pour l'Action Extérieure (2018) a enregistré l'arrivée en Espagne par le Maroc de plus de 57.000 citoyens d'Afrique subsaharienne et d'Afrique du Nord. Et ces dernières années, le pays est devenu une destination pour les migrants qui, incapables ou peu disposés à traverser vers l'Europe, se cherchent un nouveau départ au Maroc (International Migration Institute Network, 2019).

Sous la direction du Roi Mohamed VI, un champion continental des questions de migration, le pays a adopté une Stratégie Nationale d'Immigration et d'Asile basée sur les droits de l'homme en 2014 qui appelle à la régularisation et l'intégration dans la société des immigrés par l'accès à l'éducation, aux soins de santé, et au travail (North Africa Post, 2017; Gattioui, 2016; ReliefWeb, 2018). En effet, la constitution du pays accorde aux immigrés les mêmes droits qu'aux Marocains, dont le droit de vote aux élections locales. Il y a cependant eu des rapports d'arrestations et de bannissement des immigrés illégaux visant à raccourcir leur passage vers l'Europe (Alimi, 2018).

Comme pour illustrer l'engagement complexe de leur pays en rapport aux questions de migration, la toute récente enquête nationale d'Afrobaromètre indique que les attitudes des citoyens marocains envers les immigrés sont un mélange d'ouverture et de prudence. Alors que la majorité des Marocains accueilleraient volontiers les étrangers qui créent des entreprises, seule une minorité sont d'accord pour permettre à plus de réfugiés, de migrants, et d'autres personnes déplacées d'entrer dans le pays, et la moitié affirment que les migrants prennent les emplois des nationaux. L'étude révèle également que plus d'un tiers des Marocains ont pensé à émigrer, pour la plupart vers l'Europe et à la recherche de travail.

Enquête d'Afrobaromètre

Afrobaromètre est un réseau de recherches panafricain et indépendant qui conduit des enquêtes sur les attitudes du public envers la démocratie, la gouvernance, les conditions économiques, et des questions connexes dans les pays d'Afrique. Six rounds d'enquêtes ont été conduits dans un total de 37 pays entre 1999 et 2015, et les enquêtes au titre du Round 7 se sont achevées en 2018. Afrobaromètre réalise des entretiens face-à-face dans la langue choisie par le répondant avec des échantillons représentatifs nationaux.

L'équipe d'Afrobaromètre au Maroc, conduite par Global for Survey and Consulting, s'est entretenue avec 1.200 adultes marocains en mai 2018. Un échantillon de cette taille produit

des résultats d'ordre national avec une marge d'erreur de +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Des enquêtes ont été précédemment conduites au Maroc en 2013 et 2015.

Résultats clés

- Un tiers (36%) environ des Marocains affirment que « certains » ou « plusieurs » réfugiés, migrants, et autres personnes déplacées devraient être autorisés à vivre au Maroc. Mais la majorité n'en veulent que « peu » (30%) ou « pas du tout » (26%).
- Deux-tiers (64%) considèrent que c'est une bonne chose qu'un immigré crée une entreprise qui emploie des nationaux. Environ quatre sur 10 accueilleraient volontiers un immigré qui épouse l'un de leurs parents proches (39%) ou devient leur voisin (38%).
- Mais presque la moitié (47%) des Marocains sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » pour dire que les migrants prennent les emplois des nationaux, et le pays ne devrait donc plus accepter de migrants. De même, quatre sur 10 (43%) pensent que le Maroc héberge assez de migrants et ne devrait plus en recevoir. Trois sur 10 (31%), d'autre part, affirment que les migrants sont un atout économique et que le pays devrait donc être plus accueillant.
- Plus d'un tiers (36%) des Marocains ont pensé à émigrer, dont 13% qui ont « beaucoup » réfléchi à cette idée.
- L'Europe (68%) est la destination la plus populaire des potentiels émigrants; 1% seulement choisiraient de partir dans un autre pays d'Afrique.
- Plus de la moitié (53%) des potentiels émigrants affirment que la raison la plus importante qui pourrait pousser quelqu'un à penser à émigrer est la recherche du travail.

Attitudes envers les migrants

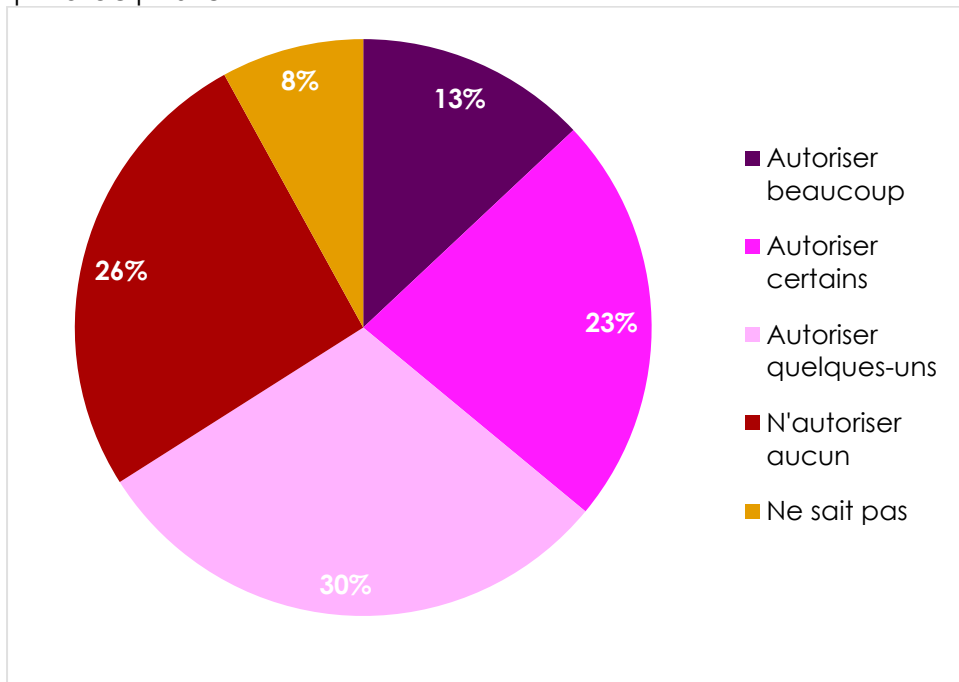
Avec sa Stratégie Nationale d'Immigration et d'Asile, le Maroc ambitionne d'assurer un niveau de vie décent aux immigrés et leur offrir l'accès aux services de base. Et en œuvrant pour l'élaboration du plan africain sur la migration de l'Union Africaine, le Roi Mohamed VI a catégoriquement rejeté les affirmations selon lesquelles les migrants ralentissent l'économie des pays d'accueil (North Africa Post, 2017).

Cependant, plus de la moitié des Marocains affirment que « quelques-uns » (30%) seulement ou « aucun » (26%) des réfugiés, migrants, et autres personnes déplacées (ne) devraient être autorisés à vivre dans le pays (Figure 1). Environ un tiers seulement affirment que « certains » (23%) ou « beaucoup » (13%) devraient être autorisés à vivre au Maroc.

Deux-tiers (64%) des Marocains pensent que c'est une « bonne » ou « très bonne » chose qu'un immigré crée une entreprise qui emploie des nationaux (Figure 2). Quatre sur 10 environ accueilleraient volontiers un immigré qui épouse un de leurs parents proches (39%) ou qui devient leur voisin (38%). Mais un quart (25%) seulement sont en faveur de permettre l'entrée de plus d'immigrés dans le pays.

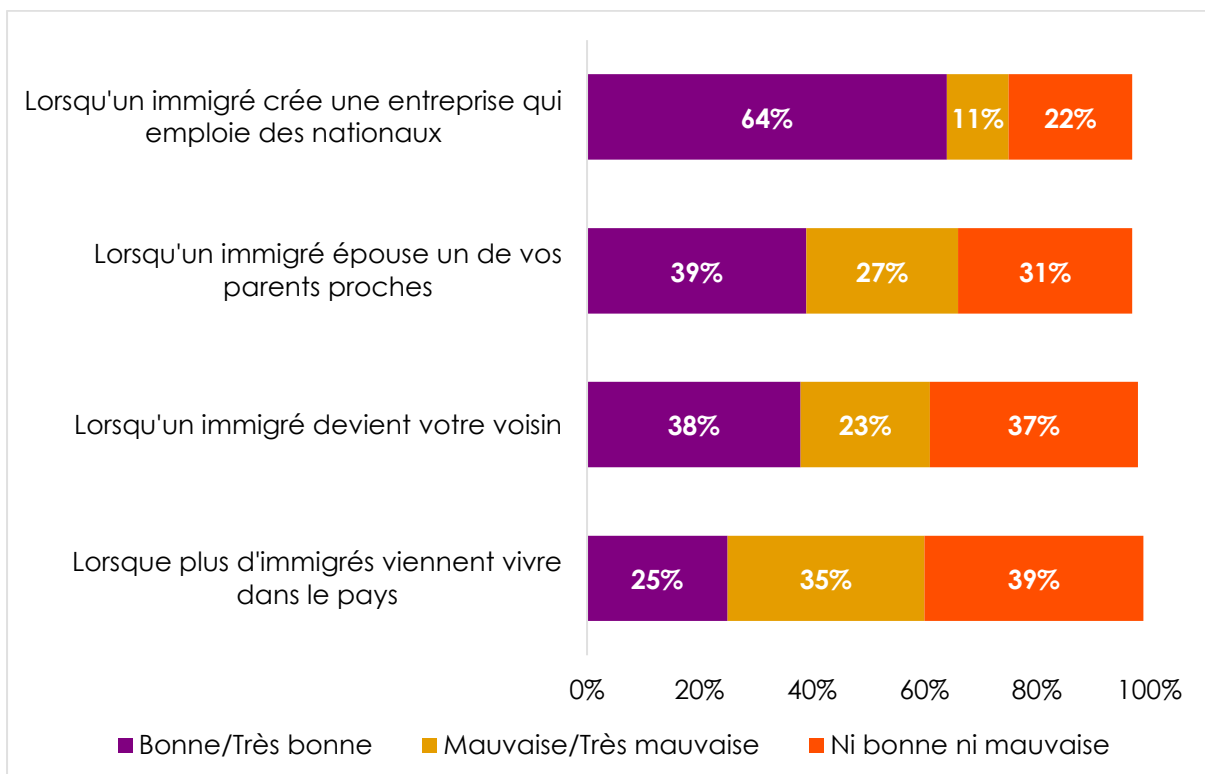
Dans chaque cas, cependant, une minorité seulement (de 11% à 35%) pensent que ces situations sont « mauvaises » ou « très mauvaises », tandis que de plus grandes proportions (de 22% à 39%) affirment qu'elles ne sont « ni bonnes ni mauvaises ».

Figure 1: Les immigrés et réfugiés devraient-ils être autorisés à vivre au Maroc?
 | Maroc | 2018



Question posée aux répondants: A votre avis, devrions-nous autoriser beaucoup, certains, quelques-uns, ou pas du tout de réfugiés, d'émigrés, et d'autres personnes déplacées à vivre au Maroc?

Figure 2: Les immigrés au Maroc: Bonne ou mauvaise chose? | Maroc | 2018



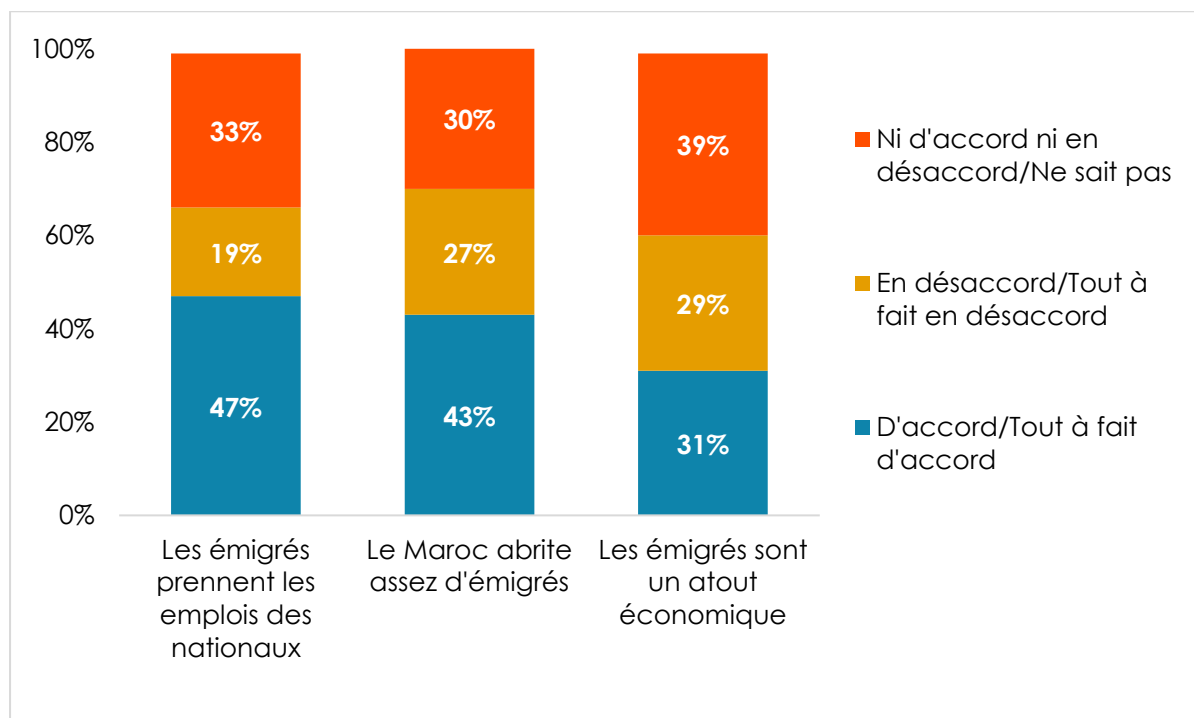
Question posée aux répondants: Veuillez me dire si vous pensez, personnellement, que chacune des situations suivantes est bonne ou mauvaise.

Quand bien même la majorité des Marocains sont en faveur des immigrés qui créent des entreprises qui emploient les nationaux, presque la moitié (47%) sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » pour dire que les immigrés prennent les emplois des nationaux et que le pays ne devrait donc pas en accepter plus, tandis qu'un sur cinq (19%) seulement ne sont pas d'accord (Figure 3). De même, quatre sur 10 (43%) pensent que le Maroc abrite assez de migrants et ne devrait pas en accepter plus dans le pays, tandis qu'environ un sur quatre (27%) seulement ne sont pas d'accord. Par contre, trois sur 10 (31%) affirment que les immigrés sont un atout économique et que le pays devrait donc être plus accueillant, tandis qu'une proportion à peu près identique (29%) ne sont pas d'accord. De plus, de grandes proportions (de 30% à 39%) affirment n'être ni d'accord ni en désaccord avec ces affirmations ou qu'ils « ne savent pas ».

L'opinion selon laquelle les immigrés devraient être refoulés parce qu'ils prennent les emplois est à peu près commune à parts égales parmi les femmes et les hommes mais quelque peu plus répandue dans les zones urbaines (50%) que dans les zones rurales (43%) (Figure 4). Comparativement à leurs compatriotes plus jeunes et plus instruits, les citoyens d'âge mur et les répondants sans instruction formelle sont moins susceptibles d'être d'accord avec cette opinion et plus susceptibles de dire qu'ils « ne savent pas ». Sans surprise, les Marocains au chômage qui sont à la recherche d'un emploi sont plus susceptibles d'être d'accord avec cette opinion (58%).

De même, la perception selon laquelle le Maroc abrite assez de migrants et ne devrait pas en recevoir davantage est plus répandue parmi les résidents urbains, les instruits, et les 36-55 ans.

Figure 3: Les immigrés au Maroc | Maroc | 2018



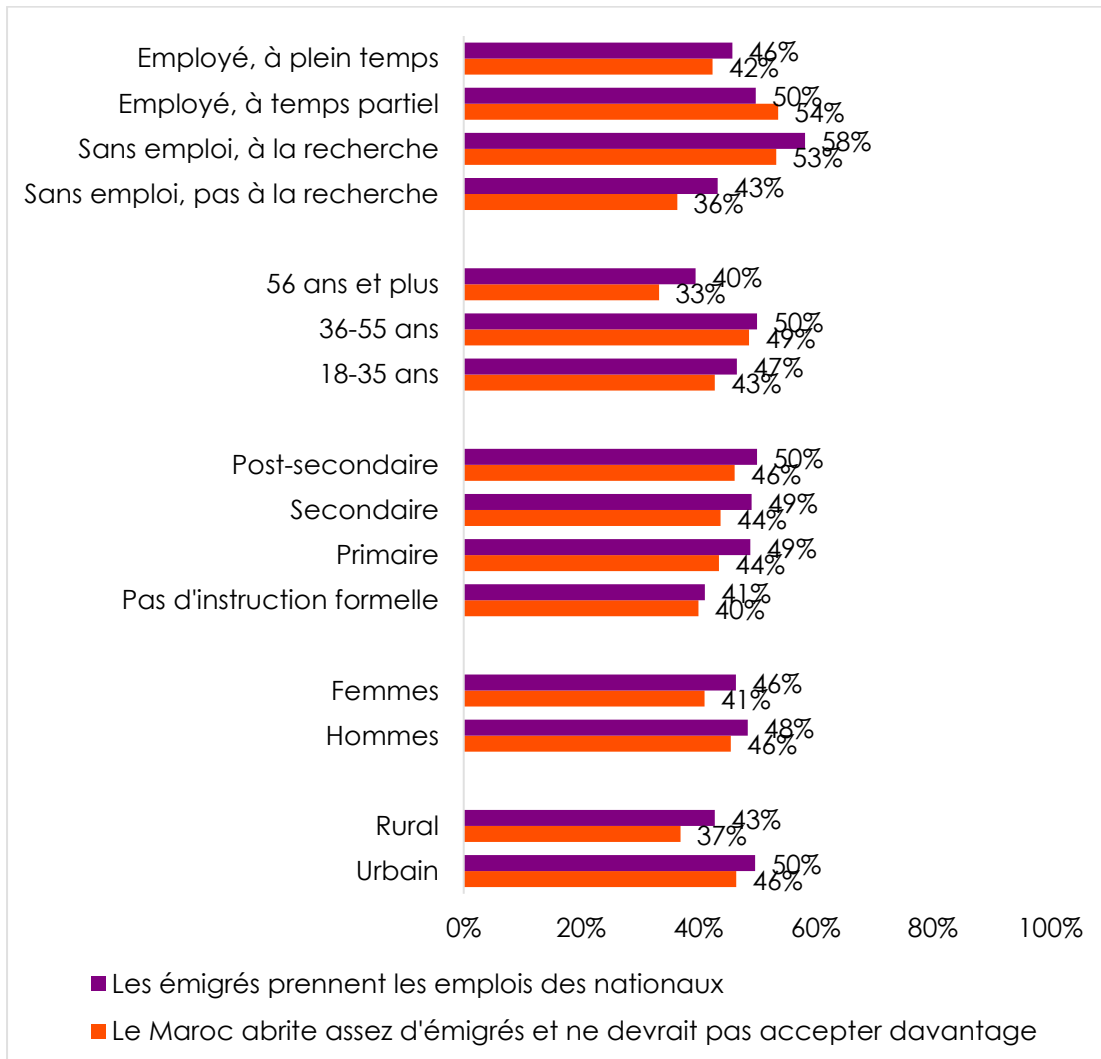
Question posée aux répondants: Pour chacune des affirmations suivantes, veuillez me dire si vous êtes en désaccord ou d'accord, ou n'en avez-vous pas assez entendu pour vous exprimer?

Les gens qui viennent vivre et travailler au Maroc prennent les emplois des nationaux; le pays ne devrait donc pas accepter davantage d'émigrés.

Le Maroc abrite assez d'émigrés et ne devrait donc pas permettre à plus de personnes d'entrer et vivre dans ce pays.

Les émigrés sont un atout économique pour le Maroc et le pays devrait donc être plus accueillant.

Figure 4: Les immigrés prennent les emplois et ne devraient pas être autorisés à s'installer | par groupe socio-démographique | Maroc | 2018



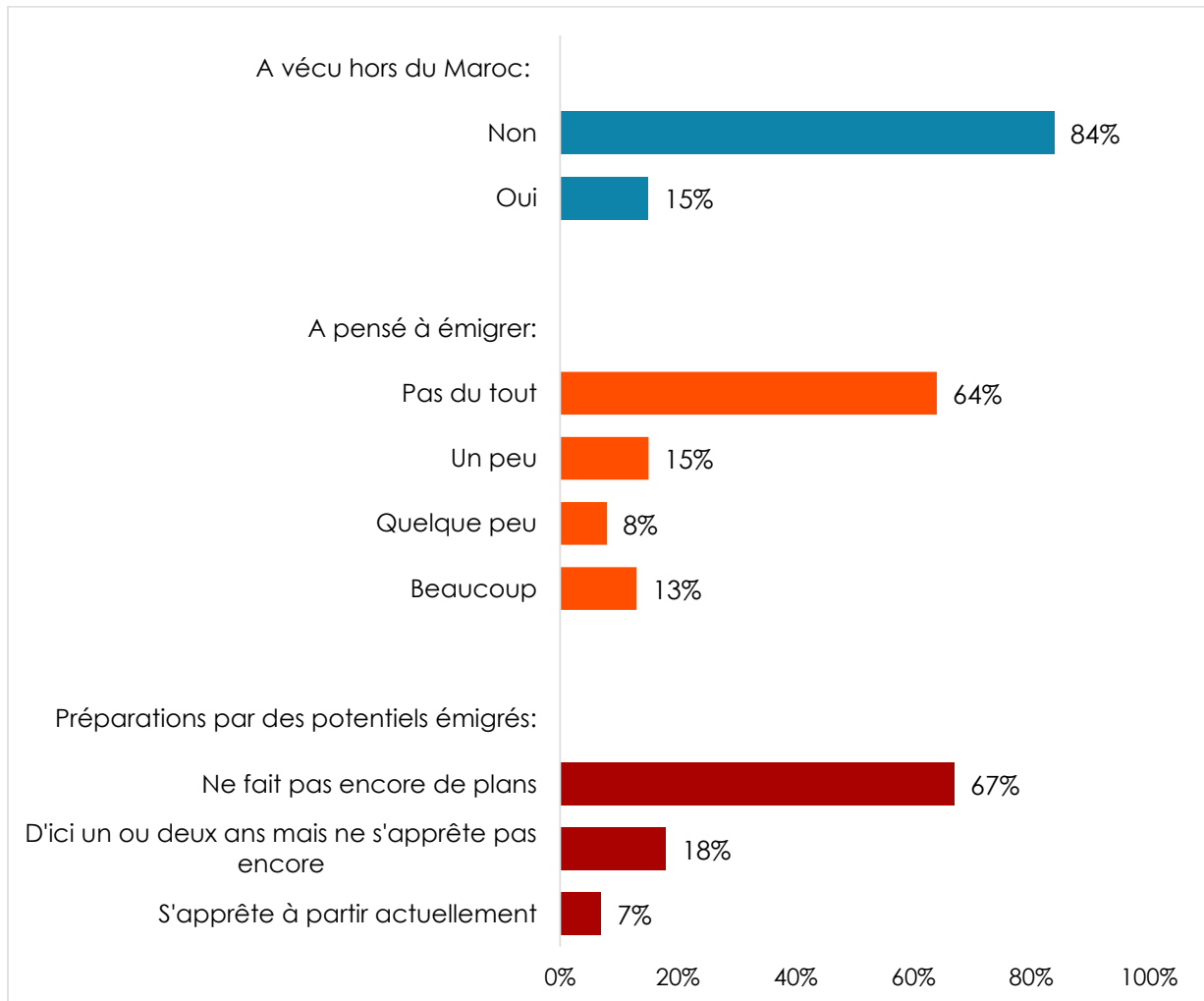
Question posée aux répondants: Pour chacune des affirmations suivantes, veuillez me dire si vous êtes en désaccord ou d'accord, ou n'en avez-vous pas assez entendu pour vous exprimer? (% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord »)

Un regard vers l'étranger: Attitudes des Marocains par rapport à l'émigration

On a estimé l'apport des envois de fonds vers le Maroc à 7.4 milliards de dollars U.S. en 2018, ce qui correspond à 6% du produit intérieur brut du pays (Banque Mondiale, 2017). Mais moins d'un sur quatre répondants affirment dépendre « un peu » (13%), « quelque peu » (7%), ou « beaucoup » (3%) des envois de fonds. Et environ un sur sept (15%) seulement affirment qu'eux-mêmes ou les membres de leur famille ont vécu hors du pays durant au moins trois mois au cours des trois années précédentes.

A la question de savoir à quel point, le cas échéant, ils ont considéré aller s'installer dans un autre pays, plus d'un tiers (36%) des Marocains affirment y avoir pensé au moins « un peu », dont 13% qui ont « beaucoup » réfléchi à l'idée. Parmi ceux qui ont pensé à émigrer, 7% affirment être en train de prendre des mesures concrètes pour émigrer, comme faire une demande de visa, tandis que 18% affirment prévoir partir d'ici un an ou deux, quand bien même ils n'ont pas encore pris de mesure concrète en ce sens. Deux-tiers (67%) affirment n'avoir pas fait de projet spécifique (Figure 5).

Figure 5: Emigration | Maroc | 2018



Questions posées aux répondants:

Est-ce qu'au cours des trois dernières années, vous ou un membre de votre ménage avez été vivre plus de trois mois dans un pays à l'extérieur du Maroc?

A quel point, le cas échéant, avez-vous pensé émigrer vers un autre pays pour y vivre?

A quel point avez-vous planifié ou préparé une émigration vers un autre pays pour y vivre? (Question posée uniquement aux répondants qui ont affirmé avoir pensé à émigrer.)

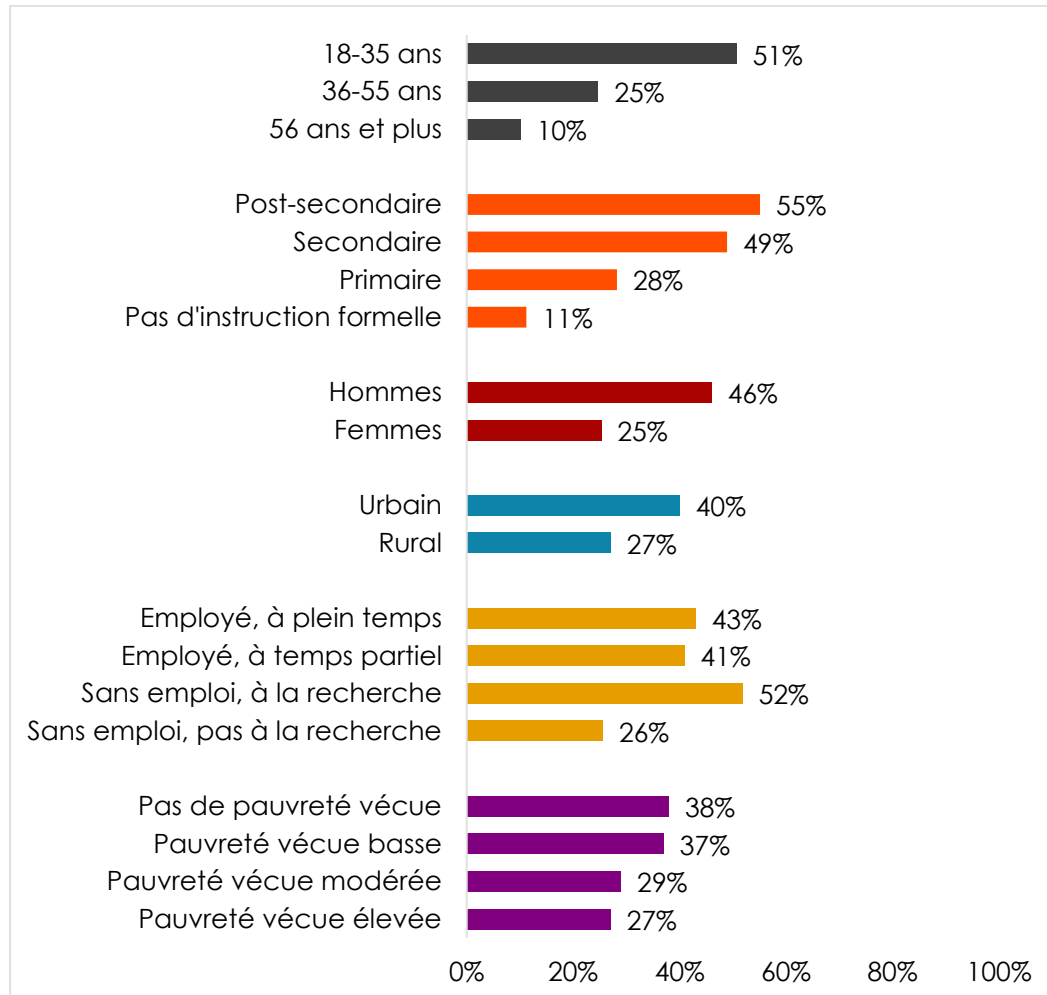
La propension à considérer l'émigration croît avec le niveau d'instruction des répondants et diminue avec l'âge. Les répondants justifiant d'un niveau d'instruction post-secondaire (55%) et les jeunes de 18 à 35 ans (51%) sont cinq fois plus susceptibles de considérer l'émigration que ceux qui ne justifient d'aucun niveau d'instruction formelle (11%) et les 56 ans et plus (10%) (Figure 6). Les hommes (46%) et les citoyens (40%) sont également sensiblement plus susceptibles de penser à partir à l'étranger que les femmes (25%) et les résidents ruraux (27%). Les Marocains au chômage qui sont à la recherche d'un emploi (52%) sont plus susceptibles de penser à aller à l'étranger que ceux qui ont un emploi ou ceux qui n'en recherchent pas.

Fait intéressant, les citoyens économiquement mieux logés sont plus susceptibles de penser à émigrer que les pauvres.¹ Presque quatre sur 10 répondants affichant un niveau inexistant

¹ Afrobaromètre évalue le niveau de pauvreté vécue sur la base des réponses aux questions suivantes: « Au cours des 12 derniers mois, combien de fois est-ce que vous (ou un membre de votre famille) avez dû faire face

(38%) ou faible (37%) de pauvreté vécue affirment avoir pensé à émigrer, contre moins de trois sur 10 de ceux qui se retrouvent dans les catégories modérée ou élevée de pauvreté vécue.

Figure 6: Potentiels émigrés | par groupe socio-démographique | Maroc | 2018

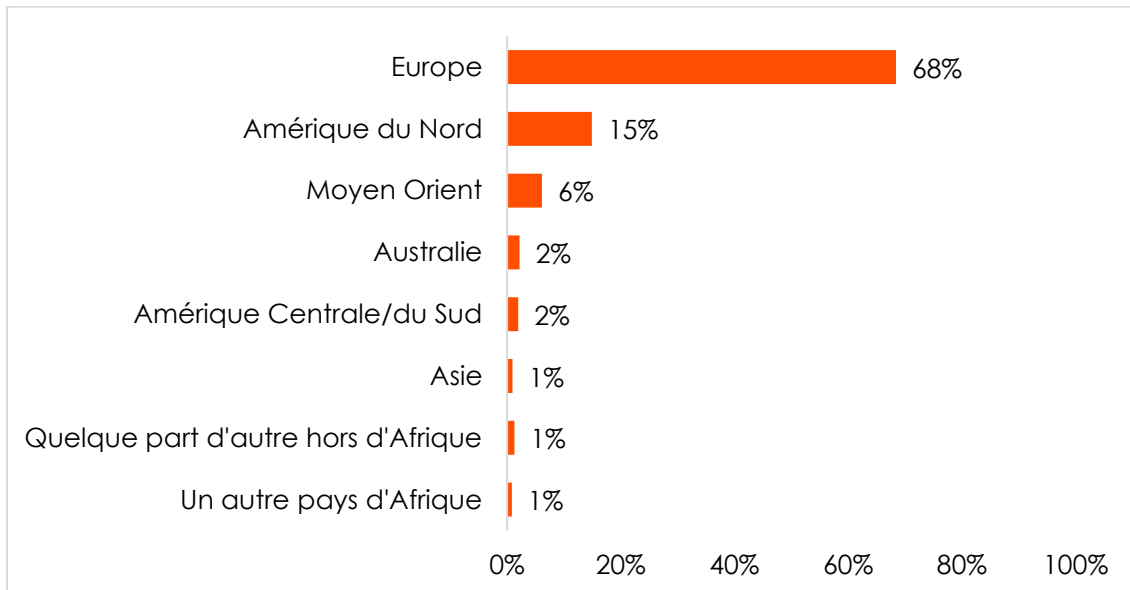


Question posée aux répondants: A quel point, le cas échéant, avez-vous pensé émigrer vers un autre pays pour y vivre? (% des répondants qui ont répondu un « peu, » « quelque peu, » ou « beaucoup »)

Presque tous les potentiels émigrés marocains ont leurs regards tournés vers des pays hors d'Afrique. L'Europe (68%) est la destination la plus populaire auprès des potentiels émigrants, suivie de l'Amérique du Nord (25%) et du Moyen-Orient (6%) (Figure 7). Seulement 1% préféreraient partir pour un autre pays d'Afrique. Ces résultats concordent à peu près avec le constat de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (2018) selon lequel 90% de la diaspora marocaine est en Europe, et se distinguent du scénario type en Afrique subsaharienne, où la migration intra-régionale est grande (Organisation Internationale pour les Migrations, 2017; Forum Économique Mondial, 2018).

aux situations suivantes: Nourriture insuffisante pour manger à sa faim? Manque d'eau potable pour les besoins domestiques? Manque de médicaments ou de soins médicaux? Manque de combustible pour la cuisson des repas? Manque d'argent? »

Figure 7: Destination préférée des potentiels émigrés | Maroc | 2018

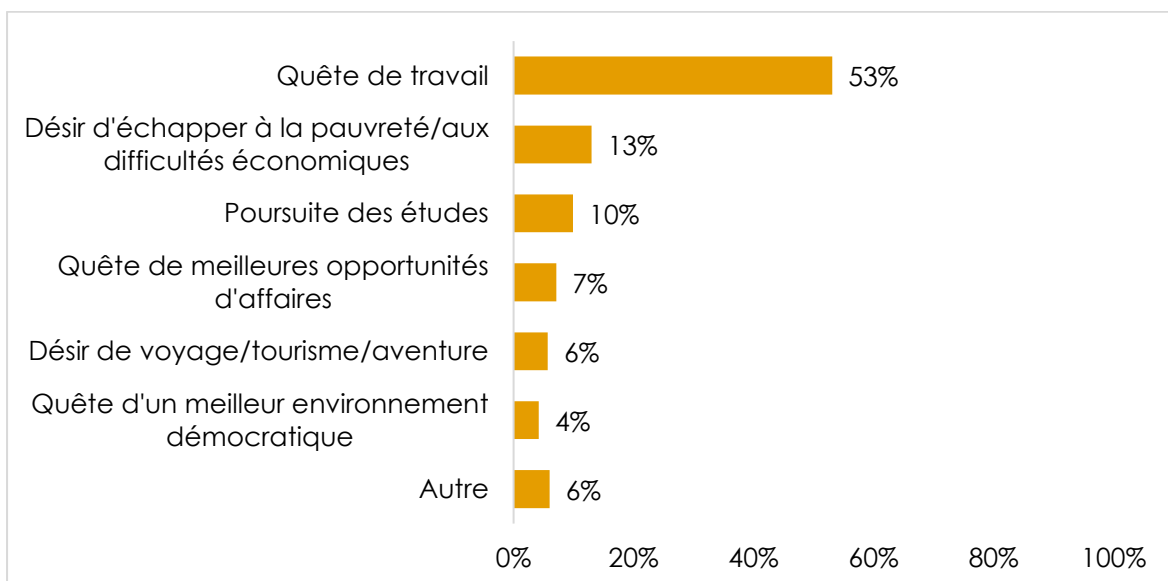


Question posée aux répondants qui avaient affirmé avoir pensé à émigrer: Si vous deviez déménager dans un autre pays, quelle serait votre destination la plus probable? (L'analyse exclut ceux qui avaient répondu qu'ils n'avaient pas pensé à émigrer.)

Chômage: Problème prioritaire et facteur principal de l'émigration

Plus de la moitié (53%) des potentiels émigrés du Maroc affirment que la recherche du travail est la raison la plus importante qui motive le départ à l'étranger (Figure 8). Un sur huit environ (13%) mentionnent la pauvreté et les difficultés économiques comme motivation principale, suivie de la poursuite des études (10%), la quête de meilleures opportunités d'affaires (7%), le goût des voyages et du tourisme (6%), et la quête d'un meilleur environnement démocratique (4%).

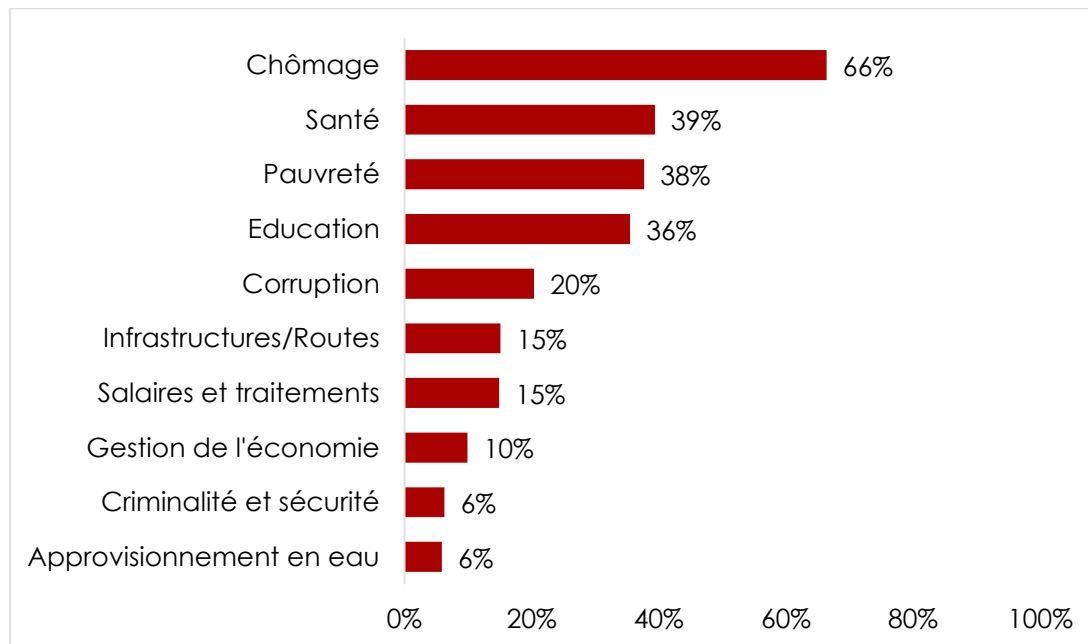
Figure 8: Raisons d'envisager l'émigration | Maroc | 2018



Question posée aux répondants qui avaient affirmé avoir pensé à émigrer: Qu'est-ce qui pourrait le plus vous faire penser à quitter le Maroc? (Les chiffres excluent ceux qui avaient affirmé ne pas avoir pensé à émigrer)

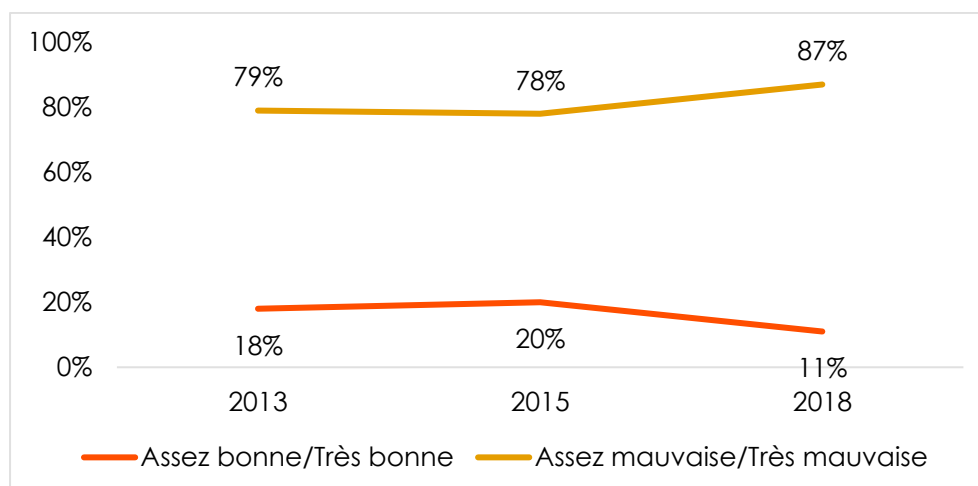
Conformément à sa grande priorité au sein de la population des potentiels émigrants, le chômage est également le problème prioritaire auquel les Marocains voudraient que le gouvernement s'attaque, cité par 66% des répondants (Figure 9). Avec des taux de chômage et de sous-emploi estimés à 10,2% et 9,8%, respectivement, même la création des 86.000 emplois en 2017 (Haut-Commissariat au Plan, 2018) n'a pas impressionné beaucoup de Marocains: Un sur neuf (11%) seulement affirment que le gouvernement fait un « assez bon » ou « très bon » travail pour ce qui est de la création d'emplois, marquant une chute de 9 points de pourcentage par rapport à 2015 (Figure 10).

Figure 9: Problèmes prioritaires (les 10 plus importants) | Maroc | 2018



Question posée aux répondants: A votre avis, quels sont les problèmes les plus importants auxquels le pays fait face et auxquels le gouvernement devrait s'attaquer? (Les répondants étaient autorisés à donner jusqu'à trois réponses.)

Figure 10: Performance gouvernementale en matière de création d'emploi | Maroc | 2013-2018



Question posée aux répondants: Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond aux préoccupations suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer: Création d'emplois?

Conclusion

Le chômage, le problème prioritaire auquel les Marocains voudraient que leur gouvernement s'attaque, apparaît également comme un facteur important dans la formation des attitudes des Marocains envers les immigrants et quant à leur désir d'émigrer. Par une marge de 2 contre 1, les Marocains pensent que les immigrants prennent leurs emplois et donc ne devraient pas être autorisés à entrer dans le pays. Et la quête de travail est de loin la motivation la plus commune des Marocains qui considèrent partir à l'étranger. Presque neuf sur 10 Marocains sont insatisfaits de la performance gouvernementale en matière de création d'emploi – un défi évident si le pays veut conserver sa jeunesse et ses ressources humaines les mieux formées, et accueillir ceux qui sont à la quête de conditions de vie meilleures au Maroc.

Faites vos propres analyses des données d'Afrobaromètre – quels que soit le sujet, le pays et le round d'enquêtes. C'est facile et gratuit à l'adresse www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

Références

- Alimi, A. (2018). Morocco unleashes a harsh crackdown on sub-saharan migrants. New York Times. 22 October. <https://www.nytimes.com/2018/10/22/world/africa/morocco-crackdown-sub-saharan-migrants-spain.html>.
- Banque Mondiale. (2017). Migration and remittances data. <http://www.worldbank.org/en/topic/migrationremittancesdiasporaisues/brief/migration-remittances-data>.
- Forum Économique Mondial. (2018). African migration: What the numbers really tell us. <https://www.weforum.org/agenda/2018/06/heres-the-truth-about-african-migration/>.
- Gattioui, J. (2016). Politique migratoire marocaine: Quid de l'intégration socio- économique des migrants? 23 August. <http://lesec.ma/decryptages/grand-angle/49044-politique-migratoire-marocaine-quid-de-l-integration-socio-economique-des-migrants.html>.
- Haut Commissariat au Plan. (2018). La situation du marché du travail au troisième trimestre de l'année 2018. https://www.hcp.ma/La-Situation-du-marche-du-travail-en-2017_a2108.html.
- International Migration Institute Network. (2019). New mobilities around Morocco: Viewed through the case of FES. <https://www.imi-n.org/completed-projects/aphm/case-studies/morocco>.
- North Africa Post. (2017). New migration policy strengthens Morocco's soft power in Africa. <http://northafricapost.com/21417-new-migration-policy-strengthens-moroccos-soft-power-africa.html>.
- Organisation de Coopération et de Développement Economiques. (2018). Talent abroad: A review of Moroccan emigrants. https://read.oecd-ilibrary.org/social-issues-migration-health/talent-abroad-a-review-of-moroccan-emigrants_9789264264281-en#page1.
- Organisation Internationale pour les Migrations. (2017). Data briefing series, Global Migration Data Analysis Centre. https://publications.iom.int/system/files/pdf/gmdac_data_briefing_series_issue_11.pdf.
- ReliefWeb. (2018). Morocco's immigration policy and its initiatives in favor of migrants and refugees, put forward in New York. 23 February. <https://reliefweb.int/report/morocco/la-politique-dimmigration-du-maroc-et-ses-initiatives-en-faveur-des-migrants-et-r>.
- Service Européen pour l'Action Extérieure. (2018). EU actions along the Western Mediterranean route. 14 December. https://eeas.europa.eu/headquarters/headquarters-homepage/54761/eu-actions-along-western-mediterranean-route_fr.

Josephine Appiah-Nyamekye est coordonnatrice des communications d'Afrobaromètre pour la région anglophone de la zone Afrique de l'Ouest, basée au Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana). Email: jappiah@afrobarometer.org.

Mhammed Abderebbi est professeur de sociologie et directeur de Global for Survey and Consulting. Email: abderebbimhammed@gmail.com.

Afrobaromètre est produit collectivement par les sociologues de plus de 30 pays Africains. La coordination est assurée par le centre pour le développement démocratique (CDD) au Ghana, l'institut pour la justice et la réconciliation (IJR) en Afrique du Sud, l'institut des études en développement (IDS) de l'université de Nairobi au Kenya, et l'institut pour la recherche empirique en économie politique (IREEP) au Bénin. L'université d'Etat du Michigan (MSU) et l'université du Cap (UCT) apportent un appui technique au réseau.

Le 7ème Round d'Afrobaromètre a bénéficié du soutien financier de l'Agence suédoise de coopération pour le développement international (SIDA), de la Fondation Mo Ibrahim, des Open Society Foundations, de la Fondation Bill & Melinda Gates, de la Fondation William & Flora Hewlett, du Département d'Etat Américain, de l'agence Américaine pour le développement international (USAID) à travers l'Institut Américain pour la promotion de la paix, de la Fondation nationale pour la démocratie (National Endowment for Democracy), et de Transparency International.

Les dons permettent au projet Afrobaromètre de donner une voix aux citoyens Africains. Veuillez penser à faire une contribution (à www.afrobarometer.org) ou contacter Felix Biga (felixbiga@afrobarometer.org) pour discuter d'un éventuel financement institutionnel.

Pour plus d'informations, veuillez visiter le site internet www.afrobarometer.org.



Dépêche d'Afrobaromètre No. 285 | 15 mars 2019